

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE et GARANTIES DIVERSES » APPLICABLES A DIVERS TRAVAUX DE RESTAURATION POUR LE COMPTE DE AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTE (A.N.S.M)

LOT 2

ASSURANCES « DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES » et « TOUS RISQUES CHANTIER / RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE » APPLICABLES A L'OPERATION DE CONSTRUCTION SUIVANTE TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT ADMINISTRATIF ET DEPLACEMENT DU RESTAURANT DE VENDARGUES

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

MARCHÉ PUBLIC SERVICE

Procédure n° 2025-155 -PAM-DAF-ANSM

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues aux conditions générales de garanties
Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de différent, les dispositions des conditions générales de garanties

➡ FORMULE DE BASE : DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES — Articles 1 à 6 du CCTP

ARTICLE 1

NOTION D'ASSURE

Assurance Dommages ouvrage : Il est entendu que l'ANSM, maître d'ouvrage, bénéficie de la qualité d'assuré pour l'application des garanties.

ARTICLE 2

NATURE – MONTANTS DES GARANTIES - FRANCHISE

Assurance Dommages ouvrage : Une formule de base détaillée aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties « Dommages ouvrage » du cahier des charges

➡ FORMULE DE BASE

❖ ASSURANCE DOMMAGES A L'OUVRAGE (ART 1 des conditions générales de garanties « Dommages ouvrage »)

La garantie devra être accordée suivant le montant ci-après (07/2025)

Il est convenu que ce montant est revalorisé tout au long de l'application de la garantie pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre

Coût estimatif TTC de l'opération (Honoraires compris) : 1 968 000 €

Franchise par sinistre : Néant

❖ GARANTIES COMPLEMENTAIRES (ART 2 des conditions générales de garanties « Dommages ouvrage »)

➤ ASSURANCE DES DOMMAGES MATÉRIELS (Garantie de bon fonctionnement selon l'article 2.1 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **400 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : Néant

➤ ASSURANCE DES DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS (selon l'article 2.2 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **400 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : Néant

- **ASSURANCE DES EXISTANTS** (non visés par la garantie « dommages ouvrage » selon l'article 2.3 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **400 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : **Néant**

ARTICLE 3

DECOMPTE DEFINITIF

Le montant de certains lots pouvant comporter des opérations non soumises à responsabilité décennale, l'assureur s'engage, au moment de la régularisation de la prime et à partir du décompte définitif des travaux, à soustraire de l'assiette le coût de ces opérations.

ARTICLE 4

VALIDITE DES ATTESTATIONS DECENNALE

L'assureur s'engage, dans son offre, à considérer comme date d'ouverture du chantier soit la date de la DOC, soit le commencement effectif des travaux confiés aux différents intervenants à l'opération de construction et à considérer comme valides les attestations de responsabilité décennale fournies par ces derniers et portant l'une ou l'autre de ces dates compte tenu de la nature de leurs prestations.

ARTICLE 5

INDEMNISATION

Les garanties figurant aux conditions générales de garanties du cahier des charges et au CCTP devront être délivrées à hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage

ARTICLE 6

DISPOSITIONS DIVERSES

Il est entendu que l'assiette de tarification provisionnelle est éventuellement appelée à être modifiée (attribution partielle des lots, ajustement des marchés...).

Le candidat devra prendre l'engagement de ne pas faire varier les taux de prime proposés dans l'acte d'engagement en fonction du montant des marchés faisant l'objet d'une attribution ultérieure.

➤ PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE : TOUS RISQUES CHANTIER / RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE – Articles 7 à 11 du CCTP

ARTICLE 7

NOTION D'ASSURE

Assurance Tous risques chantier : Les assurés sont désignés à l'article 1 des conditions générales de garanties « tous risques chantier » du cahier des charges

Assurance » Responsabilité du maître d'ouvrage : Le maître d'ouvrage / Le maître d'ouvrage délégué

ARTICLE 8

NATURE – MONTANTS DES GARANTIES - FRANCHISE

Assurance Tous risques chantier / Responsabilité du maître d'ouvrage: Une prestation supplémentaire éventuelle détaillée aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties « Tous risques chantier / responsabilité du maître d'ouvrage » du cahier des charges

❖ **ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER (ARTICLE 1 des conditions générales de la garantie « Tous risques chantier »)**

Coût estimatif TTC de l'opération (honoraires compris) et montant de la garantie sollicitée :
1 968 000 €

Sous-limitations particulières :

- Vice imprévisible du sol : 1 000 000 € par sinistre
- Péril imminent – mesures conservatoires : 600 000 € par sinistre
- Heures supplémentaires – location de matériels – frais de transport à grande vitesse : 30 % du montant du sinistre dans la limite de 1 000 000 €
- Honoraires d'expert : 100 000 € par sinistre
- Frais de reconstitution de plans et dessins : 100 000 € par sinistre
- Les frais de déblais, de nettoyage et de démolition : 30 % du montant du sinistre dans la limite de 1 000 000 €

Franchise par sinistre : 5 000 €

❖ **ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE (ARTICLE 2 des conditions générales de garanties « Tous risques chantier »)**

Sous-limitations particulières :

- Dommages matériels : 1 500 000 € par sinistre

ARTICLE 9

PROLONGATION DE LA GARANTIE

Il est convenu que la garantie demeurera acquise pendant une période maximum de 2 mois au-delà de la période prévisionnelle de réception et/ou de livraison, et ce gratuitement.

Au-delà de cette période de 2 mois, il sera perçu une surprime calculée « prorata temporis » sur la base de la cotisation initiale proposée par l'assureur.

ARTICLE 10

PRISE D'EFFET DES GARANTIES

L'assureur s'engage, dans son offre, à considérer comme date d'ouverture du chantier le commencement effectif des travaux confiés aux différents intervenants à l'opération de construction.

Le commencement effectif des travaux est entendu comme incluant la phase de préparation du chantier et/ou la date de livraison des matériaux et biens divers sur le site.

La prise d'effet des garanties et le décompte de la cotisation se fera à la date d'ouverture du chantier ainsi définie.

ARTICLE 11

DISPOSITIONS DIVERSES

Il est entendu que l'assiette de tarification provisionnelle est éventuellement appelée à être modifiée (attribution partielle des lots, ajustement des marchés...).

Le candidat devra prendre l'engagement de ne pas faire varier les taux de prime proposés dans l'acte d'engagement en fonction du montant des marchés faisant l'objet d'une attribution ultérieure.